

La 'querelle scolaire' en France

Nous essayons de donner, dans ce qui suit, un aperçu sommaire sur la discussion actuellement menée dans la presse française sur la question de l'enseignement privé. La première chose qui frappe le lecteur qui suit ce débat passionné est qu'on s'y bat bien avec des arguments - souvent emballés dans la polémique, il est vrai - et non, comme chez nous, à force de coups bas et de qualificatifs en noir et blanc ("droite clérico-réactionnaire" contre "gauche collectiviste et idéologiquement bornée"). Il est vrai qu'avec la bataille électorale qui bat son plein, le niveau ne va pas tarder à tomber... (Bien sûr, nous ne prétendons pas donner une image parfaitement objective du débat. Nous ne sommes pas neutres, comme le montre l'article final du dossier.)

Caractère propre et liberté d'enseignement

Les défenseurs de l'école libre essaient de justifier l'existence des écoles privées et les subventions de l'Etat à leur égard surtout par la démonstration de leur caractère propre et par la référence à la liberté de l'enseignement.

La spécificité dont se réclame l'école catholique - car c'est bien d'elle qu'il s'agit pour 93% des écoles privées - est évidemment la transmission du message évangélique à travers l'enseignement profane. L'Etat a le devoir de donner aux parents la possibilité de choisir pour leurs enfants une éducation (pas seulement une instruction) conforme à leurs convictions religieuses. S'y ajoute la liberté des enseignants qui doivent être soustraits "du monopole de l'école unique, dont peut aisément s'emparer un régime totalitaire de droite ou de gauche" et la liberté d'entreprendre: il faut "qu'un groupe d'éducateurs, de parents, d'enfants qui se réunissent autour d'un projet éducatif commun puisse créer et gérer librement une école,"(1).

(...) Etant maintenant curé de paroisse, je me rends compte combien l'existence de l'école libre pose un problème pour la pastorale d'un secteur ou l'action catholique. C'est un milieu de parents, d'enfants, de responsables, voire d'enseignants, clos sur lui-même, avec lequel il est quasiment impossible de dialoguer pour l'établissement d'une pastorale ou d'une catéchèse concertée. Les enfants d'école libre sont d'ailleurs, en général, coupés de leur communauté naturelle de quartier. Ils sont aussi, le plus souvent, de milieu social aisé (principalement dans le cycle secondaire). On sait combien peu religieuses, mais surtout utilitaires, sont souvent les motivations des parents qui « mettent » leurs enfants à l'école libre : « Au moins là, il sera tenu ! » ; « Au moins là, on n'a pas à lui faire

le catéchisme ! » Par ailleurs, combien de parents conservateurs religieusement et politiquement trouvent dans l'école libre une justification à leur conservatisme et le support de leur bonne conscience.

Je dirai enfin que l'école libre, dans notre monde sécularisé qui requiert la recherche d'une foi qui puisse affronter très tôt cette sécularisation, est une institution pastorale dépassée. Aussi, œuvrer pour sa nationalisation (avec évidemment toutes les garanties de justice pour les divers salariés qu'il emploie, et il n'y a pas que des enseignants), c'est œuvrer pour l'Eglise de demain, une Eglise ouverte à tous et disponible à tous, et dans laquelle une minorité de privilégiés (le plus souvent de la fortune) ne se garde pas d'en closer réservés. (...)

(...) Car la spécificité de l'école catholique est précisément de transmettre le message chrétien à travers des enseignements profanes. C'est ce qu'a répété à satiété le magistère de l'Eglise de Pie IX à Paul VI, en passant par Pie XI.

C'est ce qu'avaient fort bien compris au siècle dernier les Lacordaire et les Lamennais, tandis qu'ils militaient pour la liberté de l'enseignement. Et ces gens-là, que je sache, n'étaient ni des réactionnaires ni des chrétiens bornés. Or ce qui était valable au siècle de Lamennais l'est aujourd'hui plus que jamais.

C'est ce qui fait que tant de familles authentiquement chrétiennes croient devoir confier leurs enfants à des écoles catholiques. (...)

*Lettres de lecteurs
à La Croix, 30/12/1977*

Dans cette optique, l'enseignement catholique se justifierait même dans le cadre de l'école publique pluraliste que réclame la gauche - comme une option catholique parmi les options éducatives. Les protagonistes des écoles catholiques se défendent d'ailleurs de promouvoir un enseignement séparé: elles appliquent aujourd'hui, dans leur ensemble, les méthodes et programmes de l'éducation nationale avec, il est vrai, une certaine liberté de méthodologie pédagogique. Les dirigeants insistent également, en dénonçant la crise et la qualité inégale de l'école publique, sur le fait que toute intégration ne pourrait être envisagée qu'après la rénovation de l'enseignement public.

Quant aux subventions critiquées par la gauche, on démontre que, grâce aux écoles libres, l'Etat économise plus qu'il ne leur concède comme aides et on fait remarquer que des sommes importantes sont bien versées aux syndicats, aux associations sportives et culturelles sans qu'on veuille les intégrer ou étatiser...

Mais il faut dire que, même parmi les catholiques, la question des écoles catholiques est loin de faire l'unanimité. Hormis ceux qui, pour diverses raisons (cf. infra), plaident pour l'école publique, il y en a qui contestent l'intérêt pastoral de l'école catholique (2) ou qui redoutent le centralisme de l'organisation unitaire de l'Eglise, centralisme qui tend à se renforcer. Ils arguent de bon droit qu'il n'y a pas une pédagogie de l'Evangile, qu'il y a bien un problème de liberté d'enseignement à l'intérieur de l'enseignement catholique. On voudrait éviter qu'à côté de l'appareil centralisateur de l'Etat s'établisse un autre appareil tout aussi rigide et bureaucratique. Or, il semble bien que la nouvelle loi votée par la majorité, qui accroît sensiblement les aides à l'école privée (loi Guermeur, cf. p. 9) renforce cette évolution. (cf. article d'Edmond Vandermeersch, ancien secrétaire général adjoint de l'Enseignement catholique in: Le Monde, 26/10/1977).

Pas de dualisme scolaire

Du côté de la gauche, ce sont surtout les positions du parti socialiste qui provoquent les discussions. Le Programme commun avait dit clairement: "Dès la première législature, les établissements privés - qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnels - percevant des fonds publics seront en règle générale nationalisés." Le PS y souscrit toujours, suivant le désormais célèbre "rapport Mexandeu", dont la deuxième version modifiée (sous le coup des critiques catholiques sans doute) souligne cependant qu'on ne veut pas imposer de diktat, qu'on procèdera par étapes et qu'on recherchera un large consensus. Mais le but reste fixé: ceux qui en ont compétence pourront donner un enseignement de leur choix, à condition qu'ils en assument les conséquences économiques.

(suite p.10)

De la loi Debré à la réforme Haby

LA LOI GUERMEUR

Depuis 1951, plusieurs lois ont fixé les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé.

● 1951 : LES LOIS MARIE ET BARANGÉ

La loi Marie, du 21 septembre 1951, a ouvert aux élèves des établissements secondaires privés le droit à bénéficier de bourses.

La loi Barangé, du 28 septembre 1951, a attribué une allocation scolaire aux familles, que leur enfant soit dans un établissement public ou privé. Depuis 1964, cette allocation est versée directement aux établissements, à raison de 39 francs par an et par élève fréquentant une école élémentaire ou un premier cycle secondaire.

● 1959 : LA LOI DEBRÉ

La loi Debré, du 31 décembre 1959, a permis d'établir entre l'Etat et les établissements privés quel le souhaitait des rapports contractuels.

En effet, cette loi a prévu quatre hypothèses, au choix de chaque établissement :

— **L'intégration pure et simple à l'enseignement public** : seules quelques écoles d'entreprises y ont eu recours ;

— **La liberté totale** : la liberté des établissements est limitée à un contrôle de l'Etat sur les titres exigés des directeurs et enseignants, l'obligation scolaire, le respect de l'ordre public et des bonnes mœurs, la prévention sanitaire et sociale. Cette solution a été choisie par la majorité des établissements privés non confessionnels ;

— **Le contrat simple** : l'Etat paie les salaires des enseignants et les charges sociales correspondantes. Les maîtres sont agréés par l'Etat.

En contrepartie, les établissements doivent notamment préparer les examens officiels et assurer l'enseignement des matières de base. Les frais de fonctionnement sont à la charge des écoles, et donc des parents d'élèves. Cependant, les municipalités peuvent passer avec les établissements des conventions par lesquelles elles s'engagent à couvrir une partie de ces dépenses.

Pour souscrire un contrat simple, les établissements doivent remplir quatre conditions : être ouverts depuis cinq ans (ou deux ans dans les zones urbaines comprenant au moins trois cents logements neufs), avoir un effectif minimal d'élèves, recruter des maîtres ayant les mêmes titres que ceux de l'enseignement public ou des titres reconnus équivalents, disposer de locaux et installations appropriés.

Quatre-vingt-dix pour cent des écoles catholiques de premier degré ont passé un contrat simple.

Initialement prévus pour une période provisoire de neuf ans, avec possibilité de prolongation de trois ans, les contrats simples ont été pérennisés en décembre 1970.

— **Le contrat d'association** : l'Etat paie les salaires des professeurs (contractuels), les charges sociales et participe aux frais de fonctionnement en versant aux établissements secondaires une somme appelée « forfait d'externat », calculée en fonction du nombre d'élèves. Dans les établissements de premier degré qui choisissent ce contrat, les dépenses de fonctionnement sont à la charge des municipalités. L'Etat ne participe en aucun cas aux investissements.

En contrepartie, les établissements doivent, en outre, respecter les règles générales relatives aux horaires et aux programmes de l'enseignement public et se soumettre au contrôle financier et pédagogique de l'administration. Mais ils peuvent obtenir des dérogations pour faciliter les expériences pédagogiques et même obtenir le statut d'établissement expérimental.

L'établissement qui demande à bénéficier d'un tel contrat doit remplir les conditions exigées pour un contrat simple. Il doit, alors, répondre à un « besoin scolaire reconnu » dans le respect du libre choix des familles et du « caractère propre » des établissements privés, c'est-à-dire l'existence dans les établissements catholiques d'un certain « climat » évangélique.

Quatre-vingt-quatorze pour cent des établissements secondaires catholiques ont opté pour ce type de contrat.

● 1975 : UNE CONVENTION POUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'agrément des établissements « conventionnés » est accordé par le ministre de l'Agriculture, sur présentation des dossiers par le Conseil national de l'enseignement agricole privé.

Les établissements ainsi reconnus reçoivent une aide financière calculée en tenant compte des effectifs d'élèves, des salaires des enseignants, et des dépenses de fonctionnement.

En revanche, les établissements doivent notamment accepter un contrôle pédagogique et financier de l'Etat.

● 1977 : L'APPLICATION DE LA REFORME

Un décret de mai 1977 applique à l'enseignement privé sous contrat les règles générales d'organisation des établissements comme les nouveaux programmes définis par la réforme Haby. (Loi du 11 juillet 1975.)

D'autre part, les élèves pourront obtenir une « homologation » leur permettant de passer de l'enseignement privé à l'enseignement public. A l'inverse, lorsqu'un élève passera de l'enseignement public à un établissement privé sous contrat, celui-ci devra respecter les décisions d'orientation prises dans l'établissement public.

in: Le Monde, 8/14/1977

La loi du 25 novembre 1977 sur « la liberté de l'enseignement », complémentaire à la loi Debré du 31 décembre 1959, avait été adoptée en juin dernier par les députés, à la fin de la session parlementaire. Cette loi, la « loi Guermeur », du nom du député (R.P.R.) du Finistère qui avait été à l'origine du texte, avait été approuvée, sans amendement, par le Sénat le 25 octobre. Un recours ayant été déposé par des parlementaires de la gauche devant le Conseil constitutionnel, celui-ci avait rendu le 23 novembre 1977 une décision la déclarant conforme à la Constitution (le Monde du 26 novembre 1977).

La loi comporte les dispositions suivantes :

— **La nomination des maîtres sous contrat est faite** « sur proposition de la direction de l'établissement et non plus du recteur ». Les maîtres sont « tenus au respect du caractère propre de l'établissement ».

— **L'Etat peut participer** « dans la limite des crédits » au financement des ateliers

de technologie construits dans les collèges privés en vertu de l'application de la réforme Haby.

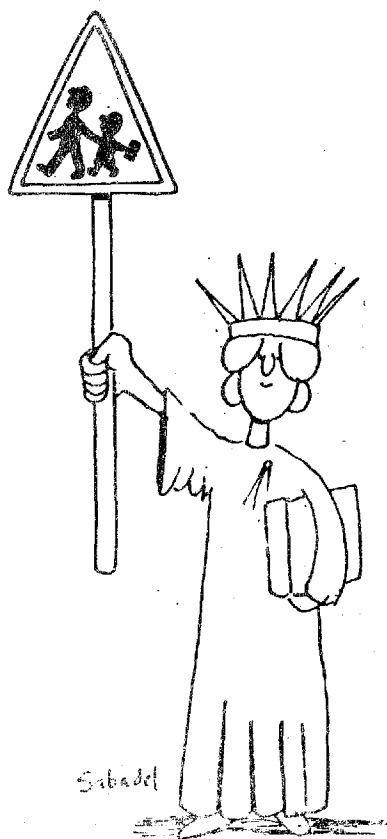
— **Les maîtres sous contrat** auront les mêmes avantages sociaux (retraite, formation) et professionnels (avancement) que ceux de l'enseignement public. Cette « égalisation » devra être achevée dans cinq ans.

— **L'Etat prendra à sa charge la formation initiale et continue des maîtres sous contrat en signant des conventions avec les centres de formation**, « dans le respect du caractère propre ».

— **Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association (forfait d'externat) seront prises en charge par l'Etat, sous la forme d'une « contribution forfaitaire versée par élève et par an », calculée selon les mêmes critères que pour l'enseignement public.**

Une autre loi sur l'enseignement agricole privé — également sur l'initiative de M. Guermeur — avait été adoptée à la session d'automne, mais le Conseil constitutionnel l'a déclarée, le 18 janvier, non conforme à la Constitution. (le Monde du 20 janvier).

in: Le Monde, 10/2/1978



La liberté de l'enseignement c'est pour les parents la possibilité de changer leur enfant de C.E.T. ou de lycée parce qu'il y est mal à l'aise et que ses résultats scolaires y sont, pour cette raison, déplorables. La liberté d'enseignement, c'est pour ce jeune, sortant de 3è, la possibilité de préparer un B.E.P. d'électromécanique bien que le C.E.T. du district ne possède pas de section de cette spécialité.

La liberté d'enseignement, c'est pour le professeur le droit d'évoquer en classe et de faire partager à ses élèves ce qui fait la qualité de sa vie.

Qu'il s'agisse de collection de papillons, de pêche sous-marine, d'un engagement au M.L.F., au P.C. ou dans un groupe Catho, sans subir les foudres de l'inspec-

teur et les dénonciations des parents.

La liberté d'enseignement c'est une certaine désorganisation de l'enseignement au regard des schémas convenus et des habitudes.

C'est donc, si l'on ne veut pas l'anarchie, une autre manière d'organiser l'enseignement. Une façon nouvelle de gérer ensemble l'école par tous ceux qui y ont à faire : élèves, maîtres ; parents, pouvoirs publics.

Ce n'est pas la substitution d'une autorité ecclésiastique plus ou moins déguisée à l'autorité académique. La question intéresse autant les écoles catholiques que les écoles publiques car la liberté de l'enseignement et la qualité de l'éducation sont directement liées. A tous les niveaux.(7)

Pourquoi l'intégration? Le PS ne veut pas du séparatisme scolaire, de deux systèmes concurrents, financés sur fonds publics. Louis Mexandeau fait remarquer que c'est du point de vue social qu'il faut poser la question scolaire. Selon lui, dans la plupart des cas, "les familles qui confient leurs enfants à l'école catholique ne le font que secondairement pour des raisons religieuses". C'est pourquoi il craint d'aboutir à une "hiérarchie entre systèmes ou établissements scolaires, à une école de riches et à une école de pauvres, à une école de droite et à une école de gauche." Le PS ne veut pas de dualisme scolaire, mais "la diversité pédagogique sera préservée et même encouragée" dans l'école publique en évitant la "coexistence de systèmes globaux, ossifiés." (3) Ces arguments sont repris notamment par le CFDT qui met l'accent sur une décentralisation et une gestion démocratique qui allierait parents, enseignants, grands élèves et pouvoirs publics. Intégration donc à un service public renoué - argument qui rejoint curieusement les dires de certains dirigeants catholiques (cf. supra). A supposer qu'on parle de la même chose...

Nationaliser toutes les écoles

"hebdo-TC" hebdomadaire catholique de gauche soutient également l'école publique. Selon lui "la place des chrétiens est dans le monde, avec les autres hommes. Pas à part, dans un monde clos et protégé, pas dans une école pour eux." (4). Quand on voit toutes les inégalités aggravées par l'école publique, ghetto sclérosant apprenant aux enfants la soumission et réduisant les éducateurs au rôle de fonctionnaires, "un chrétien ne peut pas s'en tirer en disant que, dans son école privée, on réussit d'intéressantes expériences pédagogiques." (5) Lorsque l'école publique sera devenu un "lieu de libre confrontation, d'éveil à la responsabilité, d'accès à la connaissance pour tous", les chrétiens auront remporté une grande victoire. "Les discussions pour une intégration progressive de l'enseignement privé à l'école unique et égalitaire se feront alors sans passion et sans heurts: c'est par tout que l'école sera libre." (5) Pas de pluralisme des écoles donc, mais le pluralisme dans l'école. Les façons pour arriver au même but (cf. supra) se suivent et ne se ressemblent pas...

Ces arguments ont le mérite de situer le débat à son vrai niveau. En effet, il s'agit de ne pas confondre liberté d'enseignement et école catholique, l'une étant la condition de l'autre. La liberté d'enseignement intéresse non seulement les parents d'élèves des écoles catholiques! C'est pourquoi "un vaste rassemblement est possible si la confiscation de cette cause par une fraction de l'enseignement catholique ... ne le rend pas trop difficile." (6) La question du propriétaire des écoles est reléguée alors au second plan. Il s'agit de faire de toute l'école un lieu de liberté, de créer une "école des citoyens, décentralisée et gérée démo-

cratiquement"(4). "Ni M.Haby, ni M.Giscard d'Estaing n'ont le droit de renvoyer à l'enseignement privé tous les insatisfaits du service public dont l'échec les condamne car ils en sont constitutionnellement responsables. Ni M.Mitterand, ni M. Henry ne peuvent laisser croire que la nationalisation des établissements sous contrat résoudra la crise du système éducatif. Qu'ils nous disent quel projet ils ont pour l'éducation en France"(7).

C'est bien ce qui manque. En France comme au Luxembourg.

csst

-
- (1) citations de Henri Lefebvre, prés. de l'Union nationale des Associations de parents de l'enseignement libre, in: La Croix, 11-12.12.1977
 - (2) M.Dabo, directeur d'école catholique à Quimper: "Le caractère propre n'existe pas. Ecrire "catholique" sur une école ne fait pas que le système d'enseignement devienne évangélique" (in: Le Monde, 19/10/1977)
 - (3) in: hebdo-TC 4.8.1977
 - (4) Claude Gault in: hebdo-TC 30.6.1977
 - (5) Claude Gault in: hebdo-TC 13.1.1978
 - (6) Edouard Lizop in: La Croix, 21.10.1977
 - (7) Edmond Vandermeersch, in: hebdo-TC, 30.6.1977